

Situation politique au Niger: Le Parti DCA soutient la position du Mali et du Burkina Faso

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 04 JUILLET 2023

1398

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Résultats du baccalauréat session 2023

Qu'est-ce qui se passe réellement?



Coupe du monde féminine : Qualification historique du Maroc



LA MARCHÉ : Une bonne pratique pour la santé humaine



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

15 Juillet
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

23

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

637 730 Vaccinations incomplètes

4 197 426 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33 151

Guéris

32 332

Décès

743

dont 00 fait l'objet
d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.14



P.17



UNE	Résultats du baccalauréat session 2023 : Qu'est-ce qui se passe réellement ?	P.5
BREVES	Économie nationale : La banque mondiale annonce des risques de liquidité	P.10
	Presse écrite : Le bureau de l'ASSEP reçu par le président de la maison de la presse	P.10
	Santé : L'OMS réaffirme son engagement à la nouvelle ministre	P.11
	Transformation des déchets : Le groupe Badegna international intensifie ses actions	P.11
ACTUALITES	RAVEC ET CTDEC : 690 365 500 FCFA non justifiés	P.14
	Défense de la patrie : Le CDM rend hommage aux victimes civiles et militaires tombées sur le champ d'honneur	P.15
POLITIQUE	Situation politique au Niger : Le Parti DCA soutient la position du Mali et du Burkina Faso	P.17
	Crise au Niger : Bamako et Ouaga menacent la CEDEAO	P.1
	El hadji baba Haidara dit Sandy : « La constitution votée donne de nouvelles perspectives, car c'est la première étape de la sortie de la transition »	P.19
CULTURE ET SOCIETE	LA MARCHE : Une bonne pratique pour la santé humaine	P.23
	La monétisation des réseaux sociaux : Comment les créateurs de contenu dépassent les salaires des fonctionnaires d'état	P.24
INTERNATIONAL	Robert Kennedy : La candidature qui secoue les USA	P.25
	Niger : La Russie s'est mise en garde contre une intervention armée étrangère	P.27
SPORT	Coupe du monde féminine : Qualification historique du Maroc	P.28

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:**

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Moini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle



INPS Au service des assurés sociaux

Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement régulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités



Résultats du baccalauréat session 2023

Qu'est-ce qui se passe réellement ?

Les Maliens ont été stupéfaits et indignés de découvrir le document de communication verbale que le ministre de l'Éducation Nationale, Dr Amadou Sy Savané, devait lire lors du conseil des ministres du mercredi 2 août 2023. Les Maliens sont habitués aux fuites de sujets d'examen, mais pas à la fuite d'un document de communication verbale d'un ministre. Pour essayer de dissimuler cette confusion, les responsables du ministère de l'Éducation Nationale ont reporté indéfiniment la publication des résultats.

Ils ont publié un communiqué pour essayer de noyer le poisson. Qu'est-ce qui ne va pas au sommet du gouvernement ? Dans tous les cas, les autorités de la transition doivent mettre fin à de telles pratiques qui n'honorent ni leurs auteurs ni le peuple, surtout en cette période de refondation.

La quasi-totalité des Maliens attendaient avec impatience la publication des résultats, mais malheureusement, cela s'est avéré décevant. Avant le conseil des ministres, le

document de communication verbale du ministre de l'Éducation Nationale, Amadou Sy Savané, faisait le buzz sur les réseaux sociaux, ce qui est inacceptable.

Les candidats et leurs parents doivent prendre leur mal en patience. Le document divulgué annonçait que les résultats du baccalauréat de la session de juin 2023 seraient proclamés aujourd'hui, mercredi 02 août 2023, sur tout le territoire national. "Il ressort que le taux de réussite nationale pour le cumul du bacca-

lauréat général et technique est de 25,73%. En comparant les résultats de cette année à ceux de l'année 2022, on constate que le taux de réussite était de 20,35% en 2022 et de 25,63% en 2023", peut-on lire dans le document.

Selon les rumeurs, le ministre Sy Savané était furieux le mercredi 2 août 2023. Il aurait réuni ses collaborateurs proches en réunion de crise pour démasquer les responsables de cette fuite qui tentent de porter atteinte à sa réputation. Les responsables doivent être sanctionnés sans détour pour donner de la crédibilité aux examens de fin d'année dans notre pays en refondation.

Il ne faut pas que l'arbre cache la forêt. Malgré cette maladresse en termes de communication, ce n'est pas la fin du monde, par respect pour notre peuple. Le gouvernement doit revoir sa copie en ce qui concerne la protection des documents officiels. Cela



concerne la crédibilité de nos institutions. Une attention particulière doit être accordée à la communication. Le pays est à un stade où la communication peut se faire à distance. La communication est notre meilleure arme. Il est temps de faire appel aux médias pour fournir au peuple les informations véritables. Pour désamorcer la bombe, le directeur du Centre national des concours et des exa-

mens (CNCE) rassure les candidats que la publication des résultats du baccalauréat de la session de juin 2023 fera l'objet d'un communiqué officiel. Au moment où nous mettons sous presse, aucune date n'avait été publiée et les commentaires fusaient de toutes parts.

■ Ibrahim Sanogo



Mamoutou Tangara



Le 03 Août 2023, ce beau jour à Bamako, ACI 2000 au siège de l'Association des Éditeurs de Presse Privée du Mali (ASSEP).

Le Président de l'ASSEP, M. Ousmane DAO accorde des interviews aux médias intéressés par la situation actuelle que traverse la faïtière.

.....
Je suis personnellement pour la légalité et je suis contre l'injustice.

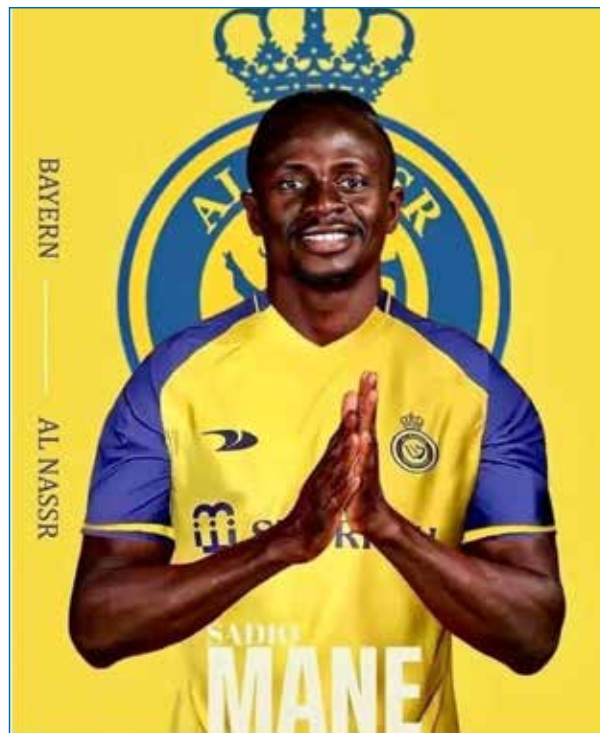


Maliballon



RECORD ! Sadio Mané devient le joueur africain le mieux payé de tous les temps !
Il touchera un salaire astronomique de 40M€ net par an à Al Nassr !

- 40 000 000 € par an
- 3 300 000 € par mois
- 835 000 € par semaine
- 120 000 € par jour
- 5 000 € par heure
- 84 € par minute
- 1,4 € par... seconde !



Saly Sport Club



Le 3e tour des Playoffs reporté à une date ultérieure



Daouda Bakary Kone



"Personne ne peut aimer le Niger plus que les Nigériens eux-mêmes. La France doit accepter sa défaite au Niger, et au Sahel". Moussa Danioko

Africaguinee.com



Jeux de la Francophonie : L'athlète Fatoumata Balley offre à la Guinée sa première médaille d'or



Amis qui aiment RFI No1



Cayes jacmel . .

L'armée algérienne a commencé à renforcer les mesures de sécurité et à lever l'état d'alerte à la frontière avec le Niger.

Dans l'éventualité d'une éventuelle intervention militaire au Niger, des plans sont en cours d'élaboration pour assister l'actuelle administration militaire.



229music Promo



Tremblement au Burkina Faso

Il est Dj depuis 15ans et va souvent dans les coins reculés du Burkina Faso pour y animer des soirées. lors d'une de ses soirées des orpailleurs burkinabès Adama et Ya-

couba , accompagné de leur copine Aïcha, lui demandent de chanter leurs noms. Ce qu'il fait avec plaisir et professionnalisme. La fille Aïcha aussi très bien inspiré , mon ces talents de danseuse en illustrant très bien la chanson . Ce style de musique qui consiste à chanter le nom de certaines personnes du public, on l'appel prodada ou atalakou il a été créé en côte d'ivoire à la fin des années 90 d'ailleurs c'est ce qui a d'ailleurs fait de Dj Arafat ce qu'il était.

Donc la fille aïcha tremble en suivant la cadence quand DjDomi Leosgo cri au micro " aïcha trembler " . Cette vidéo est devenu aujourd'hui un concept qui a traversé les frontières du Burkina Faso...

Du jour au lendemain cette fille qui habite dans un village se situant environ 200km de Ouagadougou est devenu très célèbre dans les réseaux sociaux ainsi que le concepteur #Dj-DomiLeosgo. D'ailleurs le DJ après avoir enregistré le son est parti chercher la fille aïcha pour tourner le clip. Néanmoins je pense que le clip devait se tourner au village avec la même ambiance, c'était au caméra d'aller vers aïcha et son village et non le contraire.

Au moins cette fois ci nos sœurs ne vont pas faire trembler leurs fesses et bouger les hanches mais ça sera au tour des seins de trembler et aux épaules de bouger

Aïcha trembler dépasse en réalité un concept mais est une danse créé par Aïcha en collaboration avec DJ Domi. Ca me rappelle un peu le célèbre titre Jérusalem qui a été le fruit d'une collaboration entre un Dj et une chanteuse. Dans le cas de " Aïcha trembler " nous avons une collaboration entre un Dj et une danseuse.

Vous pouvez remarquer que la fille aïcha est très à l'aise dans le tremblement en fait ceci est du à son aptitude à danser du warba. Le warba est une danse traditionnelle du noble peuple



■ BBALLMALI



BBALLMALI a une nouvelle photo.

#1 Kankou Coulibaly est une joueuse de basketball évoluant avec Charnay Basket Bourgogne Sud en France. Capitaine des Aigles Dames, elle occupe le poste d'aïlière. Mesurant 187 cm, Kankou combine une grande taille avec une agilité remarquable, ce qui lui permet d'être polyvalente sur le terrain.

Avec une carrière bien remplie, Kankou a joué un rôle essentiel dans les succès de son équipe et a contribué à plusieurs victoires importantes lors de compétitions. Elle a été reconnue pour ses compétences de scoring, notamment sa capacité à marquer à mi-distance et à attaquer le panier avec détermination

#BBALLMALI

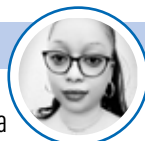


■ Macky Sall



J'ai appris avec émotion le décès de Henri Konan Bédié, ancien Président de la République de Côte d'Ivoire. Mes condoléances émues à sa famille, au Président @AOuattara_PRCI et au Peuple ivoirien ami et frère. Paix à son âme.

■ Gims de Soumaïla

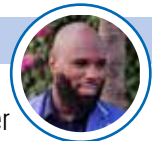


Dans la logique de la CEDEAO, l'assaut ciblera la présidence du Niger. Les putschistes ainsi que

Bazoum lui-même sont dans la présidence. La CEDEAO planifie certainement l'assassinat de Bazoum en vue de le remplacer par Hassoumi qui s'est déjà autoproclamé PMi



■ Kemi Seba Officiel



La CEDEAO gonfle les muscles contre le Niger car le Nigeria qui porte la CEDEAO gonfle ses muscles et parce qu'au dessus de tout, les États Unis back up le Nigeria politiquement et militairement (Africom) et ne veulent pas voir dans la sous région une prolifération d'États Africains souverainistes alliés à Moscou. Les traîtres qui dirigent la CEDEAO sont prêts à tuer la population civile nigérienne souveraine qui fait bouclier pour protéger les forces de transition, afin d'assouvir la volonté des américains et des français. S'il arrive quelque chose contre le peuple nigérien, l'Afrique s'en souviendra. Sachez que les forces au Niger sont debout et s'organisent en ce moment même aussi de leurs côtés, en coordination avec les forces vives du Niger, les États frères du Mali, du Burkina Faso, de Guinée, les organisations panafricanistes sous régionales, et toutes forces à l'international prêtes à aider la résistance... #IlsFinirontParComprendre



Économie nationale : La banque mondiale annonce des risques de liquidité



Dans un communiqué de presse rendu public le 26 juillet 2023, la Banque mondiale estime que le Mali a subi au moins 40 chocs climatiques majeurs entre 1970 et 2020 et que la sécheresse aurait touché environ 400 000 personnes par an et réduit les revenus agricoles liés aux récoltes de 9,5 millions de dollars par an.

Le document ajoute que le financement et l'assurance des risques de catastrophes fournissent des mécanismes qui visent à réduire les impacts socio-économiques négatifs des chocs climatiques. « Ces mécanismes peuvent fournir des financements opportuns et ciblés en réponse à un choc ou en prévision de celui-ci ; 15% de la superficie du Mali est parfaitement adaptée au financement et à l'assurance des risques de catastrophes basés sur un indice pour les éleveurs, tandis que 10% supplémentaires pourraient l'être après une analyse plus approfondie », explique Daniel Pajank, économiste senior et coordonnateur de la Note sur la situation économique du Mali en 2023.

Ainsi, la Banque mondiale estime qu'il serait possible de renforcer la résilience financière face cette sécheresse à travers la mise en place d'instruments pour protéger des secteurs aussi importants que le pastoralisme et l'agriculture.

Aussi, l'institution financière ajoute que les perspectives pour 2023 sont soumises à des risques liés au calendrier électoral et au resserrement des conditions financières. « L'augmentation du coût du financement sur le marché régional apparaît au cours des douze derniers mois comme un risque important étant donné les besoins élevés de financement intérieur brut du Mali. Le resserrement de la politique monétaire s'est traduit par une hausse des rendements des bons du Trésor à 6-12 mois et des obligations du Trésor à cinq ans pour les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Les risques de liquidité et de refinancement et les difficultés des finances publiques qui en découlent pourraient peser sur l'économie au sens large et sur la société, en réduisant les dépenses sociales et les investissements et en accentuant potentiellement l'accumulation des arriérés », peut-on lire dans le communiqué.

Ismaël Traoré
Source : Ziré

Presse écrite : Le bureau de l'ASSEP reçu par le président de la maison de la presse



Dans le cadre des rencontres de prises de contact, le président de la Maison de la presse du Mali, Bandiougou Danté, a reçu en audience, le mardi 1er août, le nouveau bureau de l'Association des Éditeurs de la Presse Privée (ASSEP), dirigé par Boubacar Yalkoué. Les échanges ont porté sur les sujets de préoccupation de la presse malienne.

Présenter le bureau et échanger sur les sujets de préoccupation de la presse malienne, c'est l'objectif de la visite des membres du nouveau bureau de l'Association des Éditeurs de la Presse Privée (ASSEP) au comité de pilotage de la Maison de la presse. Conduite par son président Boubacar Yalkoué, la délégation de l'ASSEP a remercié le président de la Maison de la presse, Bandiougou Danté et les membres du comité de pilotage pour leur soutien.

Boubacar Yalkoué, président de l'ASSEP a décliné la vision du bureau qu'il dirige. Celle-ci se résume à l'accompagnement de la Maison de la presse dans le processus de refondation de la presse à travers l'adoption de nouveaux textes, la mise en place d'une centrale d'achat, ceci afin de diminuer le coût de production des journaux. Le président Yalkoué a aussi évoqué l'importance de la mise en place d'une messagerie, la sécurité sociale des journalistes et la fiscalité.

En retour, le président de la Maison de la presse a félicité les membres du bureau pour la confiance placée en eux. Bandiougou Danté a rassuré de la disponibilité de la Maison de la presse à accompagner le nouveau bureau de l'ASSEP dans l'atteinte des objectifs qu'il s'est fixé.

Il a par ailleurs invité les membres du bureau à rassembler l'ensemble des directeurs de publication autour d'un idéal commun. Bandiougou Danté a enfin formulé les vœux de réussite pour le nouveau bureau de l'ASSEP.

La rencontre s'est déroulée en présence des membres du comité de pilotage de la Maison de la presse et l'ensemble des membres du bureau de l'ASSEP. Il faut à titre de rappel que cette rencontre avec le comité de pilotage de la Maison de la presse constitue la toute première activité du nouveau bureau mis en place

Le samedi 29 juillet 2023.

Le Secrétaire à l'Information et à la Communication
Abdrahamane SISSOKO

Santé : L'OMS réaffirme son engagement à la nouvelle ministre



Le Colonel Assa Badiallo Touré, ministre de la Santé et du Développement social a reçu en audience, en début de semaine, le représentant par intérim de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) au Mali, Dr Christian Itama. L'objectif de cette rencontre était de renforcer davantage les liens de collaboration entre le ministère et l'OMS.

D'entrée en jeu, le Dr Christian Itama a félicité le Colonel Assa Badiallo Touré pour sa nomination à la tête du département de la Santé et du Développement social. Au cours des échanges, un aperçu sur les progrès, les priorités et les défis du secteur de la santé a été fait par les deux partenaires. La ministre et son hôte du jour se sont penchés sur la lutte contre certaines maladies. Ils se sont également prononcés sur les urgences de santé publique, les prestations des services de santé... Quelques recommandations ont été retenues à l'issue de la rencontre en vue d'une bonne collaboration avec la nouvelle équipe du ministère et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). A cette occasion, le Dr. Itama a réaffirmé l'engagement de l'OMS à œuvrer aux côtés du ministère pour l'amélioration de la santé des Maliens et l'atteinte des objectifs de la couverture sanitaire universelle dont le Mali a promis d'atteindre d'ici à l'horizon 2030. Quant au ministre de la Santé et du Développement Social, le Colonel Assa Badiallo TOURE, elle a tenu à remercier l'OMS pour son accompagnement et s'est engagée à renforcer les acquis. La nouvelle cheffe a surtout sollicité l'aide de l'OMS afin d'être son porte-parole auprès des partenaires techniques et financiers afin de fournir aux structures de santé des kits de césarienne au profit de la mère et de l'enfant.

Tioubè Adeline Tolofoudié

Source : LE PAYS

Transformation des déchets : Le groupe Badegna international intensifie ses actions



Le Groupe Badegna international est une entreprise spécialisée dans la transformation et la valorisation des déchets de tout genre. Elle les transforme en électricité dont la production est estimée à 61 MW/h, voire en engrais dont la production est de 144 tonnes par jour passant par le gaz, le carbone etc.

Le GBI est prêt à assainir la ville de Bamako et de Kati en passant par celle de Koulikoro. Cela, avec des moyens de transport draconiens dont 600 chariots et 208 bennes de volume différents de 60 camions en vue de balayer les routes goudronnées des villes, de construire les domaines publics et de valoriser les dépôts d'ordures pour des raisons sanitaires. En effet, l'entreprise est prête à créer 9200 emplois dont 60/100 seront réservés aux femmes. Pour Finir avec le chômage au Mali, le groupe Badegna international compte multiplier ses actions dans la transformation des déchets. Outre cela, le PDG Mohamed Doumbia et son Adjoint Abdoulaye Doucouré sont en partenariat avec les Canadiens. Les responsables rassurent le peuple malien et promettent que le problème des déchets sera un mauvais souvenir dans les jours à venir au niveau des grandes villes du pays. En la matière, le processus administratif se trouve déjà en cours en vue de la signature d'un accord avec le maire central Adama Sangaré. Le Gouvernement songe à cette situation d'insalubrité et se dit prêt à autoriser le groupe Badegna. Le Directeur technique de l'entreprise, Martin Aly Berthé tient à rassurer les G.I.E, les particuliers et les personnes évoluant dans le domaine d'assainissement et évacuation des ordures que l'entreprise travaillera en parfaite collaboration avec tous les acteurs. Il sied de rappeler que l'entreprise a un espace (TF) de 34 hectares à Tienfala sur lesquels une usine de l'entreprise sera battue. A cet effet, le transport des déchets se déroulera conformément aux textes en vigueur sur les conditions hygiéniques.

Drissa Adama Konaté

Source : LE PAYS

www.malikile.com

Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

REGION D'ACCUEIL:

Le séjour aura lieu à Barton Hall près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, encadré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, surnommé la « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

CENTRE & HEBERGEMENT:

Le centre offre un espace extérieur de 19 hectares de parc comprenant une zone d'activité couverte, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations intérieures et extérieures avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'aventure et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques.

Les jeunes sont logés en chambres de 4 à 8 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privatisés. Les petits déjeuners anglais et continentaux, et deux repas chauds par jour, sont pris dans le restaurant self-service du centre.

COURS ET ATELIERS:

24 heures de cours d'anglais

Accent sur la communication pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test en début de séjour permet d'évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

ANGLAIS & MULTI-ACTIVITÉS

Cours de langue: maximum 15 élèves par classe

Activités: grand choix parmi la liste ci-dessous

LOISIRS:

- Des demi-journées d'activités sportives et culturelles
- Des soirées animées.

Activités possibles sélectionnées parmi la liste ci-dessous:

Descente en rappel – Aeroball – Aquafun – Tir à l'arc – Canoë – Parcours du Combattant – Escalade – Promenade en bord de mer – Sentiers naturels et maritimes – Escrime – Balançoire géante – Accrobranche – Echelle de Jacob – VTT – Course d'orientation – Résolution d'énigmes en équipe – Construction de Radeaux – Exercices de Survie en nature – Trapèze – Vertical challenge – Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissantes encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les veillées seront choisies et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.

2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.

Excursions possibles: Dartmouth – Torquay – le parc national de Dartmoor – etc.

ENCADREMENT:

Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et britanniques et notre Directeur de centre.

VOYAGE: Le client organise le voyage en avion au centre

Ayant beaucoup de demandes pour ce séjour, notre centre se remplit très rapidement, nous pouvons être amenés à utiliser un autre centre offrant des prestations similaires.

Les activités proposées ne sont pas contractuelles. Elles sont indiquées à titre d'exemple selon les disponibilités sur place. Toute activité ne pouvant avoir lieu serait remplacée par une activité équivalente.



Dates
Séjours 2023
Du 1^{er} au 14 Août
ou
Du 14 au 27 Août

Tarifs:
2 000 000 FCFA
Frais d'Inscription :
300 000 FCFA

Séjour
Exceptionnel
à Dakar pour
les formalités
de visas en
Juillet 2023

MADE IN
BRITAIN





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

RAVEC ET CTDEC : 690 365 500 FCFA non justifiés

Le Bureau du Vérificateur général (BVG) a décelé, à travers une vérification financière et de conformité, des irrégularités financières dans la modernisation du système Recensement administratif à Vocation d'Etat civil (RAVEC) et du Centre de Traitement des Données de l'Etat civil (CTDEC) d'un montant estimé à 690 365 500 FCFA.



La présente vérification financière et de conformité a pour objet la passation, l'exécution et le règlement du Marché n°002/MATD-2018 du 23 octobre 2018 relatif à la modernisation du CTDEC et du système RAVEC, au titre des exercices 2018 et 2019. Ce marché est exécuté par la Direction des Finances et du Matériel du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD). La vérification a pour objectif de s'assurer de la régularité et de la sincérité des opérations de passation, d'exécution et de règlement dudit marché. Les travaux de vérification ont porté sur les procédures de passation, de la réalisation des prestations, de la réception des équipements et matériels, et du règlement des factures », précise le BVG dans le rapport de la vérification qui a été publié le 26 juillet 2023.

Le document note des irrégularités financières, dont le montant s'élève à 690 365 500 FCFA. « Les irrégularités financières dont la somme totale est de 690 365 500 FCFA, ont respectivement fait l'objet de transmission et dénonciation par le Vérificateur général

au président de la Section des Comptes de la Cour suprême et au procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de la Commune III du District de Bamako, chargé du Pôle économique et financier, et au directeur général des Impôts, relativement à la non-application des pénalités de retard pour un montant de 251 042 000 F CFA pour le premier, et au non-paiement des droits d'enregistrement et de la redevance de régulation pour un montant total de 439 323 500 FCFA pour le dernier », ajoute le rapport.

DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES...

Face aux irrégularités administratives constatées et imputées à des dysfonctionnements du contrôle interne, le Vérificateur général, M. Samba Alhamdou Baby, a formulé des recommandations. « Le ministre chargé de l'Économie et des Finances doit respecter les dispositions réglementaires relatives à la passation par entente directe des marchés placés sous le sceau "des intérêts essentiels

de l'État", obtenir l'autorisation du Premier ministre avant toute approbation de marché passé sous le sceau "des intérêts essentiels de l'État" atteignant le seuil requis », précise-t-il.

Il estime également que le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation doit conclure les marchés sur la base d'expression de besoins ; requérir l'autorisation préalable du Premier ministre avant la passation de tout marché sous le sceau « des intérêts essentiels de l'État » ; mettre en place par décision une commission spéciale chargée de la négociation de tout marché sous le sceau « des intérêts essentiels de l'État » passé par entente directe ; s'assurer de la disponibilité du crédit avant toute signature de contrat ; obtenir l'autorisation du Premier ministre avant toute conclusion de marché passé sous le sceau « des intérêts essentiels de l'État » atteignant le seuil requis ; adresser le rapport annuel sur l'état d'exécution des marchés passés sous le sceau « des intérêts essentiels de l'État » au président de la République et au Premier ministre ; organiser des réceptions conformément aux stipulations du marché, et exiger des titulaires le respect des clauses contractuelles.

« Le directeur des Finances et du Matériel doit élaborer un plan de passation pour des marchés placés sous le sceau « des intérêts essentiels de l'État » ; respecter des dispositions réglementaires lors de l'élaboration des contrats, notamment en ce qui concerne les stipulations des CGAP, les mentions obligatoires du contrat et le détail des prestations dans le bordereau des prix unitaires ; respecter les dispositions réglementaires relatives à la non-soumission des marchés revêtus du sceau « des intérêts essentiels de l'État » au contrôle a priori de la DGMP-DSP ; et exiger la garantie de bonne exécution avant tout paiement », conclut le rapport

Ismaël Traoré
Source : Ziré

Défense de la patrie : Le CDM rend hommage aux victimes civiles et militaires tombées sur le champ d'honneur

Les responsables du Collectif pour la Défense des Militaires ont organisé, dans l'après-midi du vendredi 28 juillet dernier, une cérémonie de lecture du saint coran en la mémoire des victimes civiles et militaires tombées sur le champ d'honneur du Mali. L'évènement, tenu au siège du mouvement, a enregistré la présence des imams, les responsables du CDM, des prêcheurs, des maires et représentants du chef de quartier de Yirimadio, en commune VI de Bamako.

Au-delà des communiqués et actions menées en faveur de la défense des militaires au pouvoir depuis la chute du régime d'IBK, le CDM multiplie ses œuvres. Conformément à leur devoir de rester debout et prêts à servir la Nation malienne, les leaders du mouvement ont fait appel à des imams et prêcheurs de Yirimadio. Cela, pour la lecture du saint coran en la mémoire de tous les martyrs du pays. « Se fiant à ce qui est écrit dans le livre saint, la seule chose que l'on puisse faire à la suite du décès d'une personne est la prière ou la bénédiction. Nous sommes certes là pour l'instant, mais nous allons tous goûter la mort un jour. On est venu au monde pour mourir », tels sont les propos du prêcheur Gaoussou Traoré. Pendant que d'autres (militaires) sont loin de leurs familles, épouses, parents et amis, « nous sommes à Bamako ou dans d'autres villes du pays pour rire et sourire ». Les citoyens maliens doivent tout aux militaires engagés sur les différents théâtres d'opérations. Ils se sacrifient, nuit et jour, pour la défense et la protection des Maliens. Comme l'a fait le CDM, annonce le prêcheur, tous les patriotes doivent être reconnaissants envers les soldats. De nombreuses femmes sont devenues veuves, leurs enfants devenus orphelins, les parents et proches plongés dans une nostalgie. A défaut de faire des dons de vivres et autres aux familles de ces militaires et civils tombés pour la patrie, les gens doivent néanmoins avoir le courage de multiplier, préconise l'imam Gaoussou Traoré, « des séances de prières



et de bénédictions pour le repos éternel de leur âme ». Les vivants ne pourront rien faire de meilleur ou merveilleux aux morts que la prière et la lecture du saint coran, a-t-il précisé. Selon Ba soungalo Konaté, le CDM a été créé depuis 2019 et s'est fixé comme mission principale de défendre les militaires. Ces derniers ont juré de donner leur vie pour sauver les autres. Le collectif connaissant bien cela a pris l'engagement de défendre les militaires vivants, blessés et même morts pour le Mali. D'où la tenue de cette cérémonie de lecture du saint coran, le vendredi 28 juillet 2023, en la mémoire des martyrs, indique le 1er vice-président du CDM. Lire le saint coran peut être source d'ouverture de porte pour les personnes décédées, fait part Ba soungalo. Le CDM fait ce geste pour montrer que les soldats ne sont pas morts pour rien, déclare le 1er vice-président Konaté. De son côté, le secrétaire général dira que l'idée est venue du président du CDM. « Il est tout à fait normal de lire le coran pour quelqu'un qui n'est plus de ce monde. Ces frères (militaires) nous ont quittés les armes à la main. L'arme fatale d'un musulman est la lecture du coran, la bénédiction ou prière », estime

Younouss Soumaré. A ses dires, le problème sécuritaire du Mali est parti du projet de la balkanisation du pays par la France. Contrairement aux autres, Younouss trouve que ce sont les milices françaises qui ont assailli le pays après la destruction de la Lybie. « Compte tenu de cette barbarie française, c'est tous les Maliens qui se trouvent au front. Le CDM reste alors au front jusqu'à ce que la paix règne au Mali », promet le secrétaire général Younouss. Pour Adama Diarra, maire de la commune VI de Bamako, le collectif mérite d'être remercié pour ce geste. « Je suis vraiment touché par ce geste du CDM. Parce que la crise que traverse le pays touche tout le monde, militaires comme civils. Les militaires se sont battus pour le pays ». « Le rôle des Maliens dans cette crise est de faire l'union sacrée autour du pays pour sauver l'intérêt collectif », conclut l' élu de la mairie de Yirimadio. Les mêmes messages ont été lancés par Aboubacar Sarré, représentant du chef de quartier de Yirimadio.

Mamadou Diarra
Source : LE PAYS



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Situation politique au Niger : Le Parti DCA soutient la position du Mali et du Burkina Faso



Dans un communiqué publié le 2 août 2023, le Parti Demain C'est Aujourd'hui (DCA) exprime son soutien à la décision des autorités maliennes et burkinabè de s'opposer à toute intervention militaire contre le Niger, qui serait considérée comme une déclaration de guerre contre le Burkina Faso et le Mali. Le parti appelle tous les patriotes maliens et africains à se mobiliser pour soutenir le peuple et le gouvernement nigériens dans cette période de restauration de la souveraineté.

Suite à la menace d'utilisation de la "force" proférée par les dirigeants ouest-africains, soutenus par leurs partenaires occidentaux, dont la France, ancienne puissance coloniale de la région et accusée par les militaires au pouvoir au Niger de vouloir intervenir militairement, les gouvernements du Burkina Faso et du Mali ont publié un communiqué commun avertissant que toute intervention militaire contre le Niger serait considérée comme une déclaration de guerre contre le Burkina Faso et le Mali.

Le Parti Demain C'est Aujourd'hui (DCA) soutient cette décision historique des autorités maliennes et burkinabè, qui se solidarisent avec le peuple et le gouvernement de transition nigériens face aux sanctions "illégalles, illégitimes et inhumaines" de la CEDEAO. Le parti exprime sa fierté légitime et son engagement patriotique envers cette décision historique des gouvernements de transition du Burkina Faso et du Mali, qui expriment solennellement leur solidarité fraternelle envers le peuple frère du Niger pour avoir pris en toute responsabilité son destin en main et assumé pleinement sa souveraineté. Le communiqué dénonce également la persistance de ces organisations régionales à prendre des sanctions qui aggravent la souffrance des populations et mettent en péril l'esprit de panafricanisme.

Le parti Demain, C'est Aujourd'hui (DCA) est convaincu qu'une action commune des États africains est nécessaire pour permettre au continent, longtemps exploité par les puissances étrangères avec la complicité de certains nationaux, de retrouver sa pleine

et entière souveraineté et d'amorcer un processus de paix durable et de développement endogène. Les autorités de Transition du Burkina Faso et du Mali sont profondément indignées et surprises par le déséquilibre observé entre, d'une part, la rapidité et l'attitude aventureuse de certains responsables politiques d'Afrique de l'Ouest désireux d'utiliser la force armée pour rétablir un ordre constitutionnel dans un pays souverain, et d'autre part, l'inaction, l'indifférence et la complicité passive de ces organisations et de ces responsables politiques à aider les États et les peuples victimes de terrorisme depuis une décennie et abandonnés à leur sort. Le document ajoute que le Parti Demain C'est Aujourd'hui (DCA) s'est dit prêt à répondre à l'appel des gouvernements de Transition du Burkina Faso et du Mali et a invité tous les patriotes maliens et africains à se mobiliser pour soutenir le peuple et le pouvoir nigériens en ces moments de restauration de la souveraineté.

■ Maffenin Diarra

Crise au Niger : Bamako et Ouaga menacent la CEDEAO

Après les sanctions contre le Niger et les menaces de déploiement d'une force d'intervention de la CEDEAO contre les auteurs du coup d'Etat, le Mali et le Burkina brisent le silence. Dans un communiqué conjoint, rendu public le 31 Juillet 2023, Bamako et Ouagadougou se disent prêtes à entrer en guerre si la CEDEAO intervient militairement au Niger.



C'est sans doute une désescalade entre les deux blocs dans l'espace CEDEAO. D'un côté les régimes militaires qui s'installent petit à petit et de l'autre côté, les chefs d'Etat de la CEDEAO élus à l'issue des élections. Le communiqué conjoint au ton assez musclé que viennent de livrer le Mali et le Burkina en dit clair sur la situation.

En effet, en réaction aux sanctions dures de la CEDEAO contre le Niger et l'ultimatum donné aux auteurs du putsch pour rétablir un ordre constitutionnel, les Gouvernements de Transition du Burkina Faso et du Mali ont montré avec fermeté leurs soutiens aux nouvelles autorités du Niger.

Exprimant leur solidarité fraternelle et celle des peuples burkinabè et malien au peuple frère du Niger qui, selon Bamako et Ouaga,

a décidé en toute responsabilité de prendre son destin en main et d'assumer devant l'histoire la plénitude de sa souveraineté. Dans le même communiqué, les autorités des deux pays dénoncent la persistance des organisations régionales à prendre des sanctions aggravant la souffrance des populations et mettant en péril l'esprit du panafricanisme.

Aussi, les autorités de transition du Mali et du Burkina refusent d'appliquer les sanctions de la CEDEAO contre le Niger qu'elles jugent illégales, illégitimes et inhumaines. Ainsi, elles avertissent que toute intervention militaire contre les nouvelles autorités du Niger s'assimilerait à une déclaration de guerre contre le Burkina Faso et le Mali. « Les autorités des deux pays préviennent que toute intervention militaire contre le Niger entraînerait un retrait du Burkina Faso et du

Mali de la CEDEAO, ainsi que l'adoption de mesures de légitime défense en soutien aux forces armées et au peuple du Niger », peut-on lire dans le communiqué conjoint.

Les autorités des deux pays mettent en garde contre les conséquences désastreuses d'une intervention militaire au Niger qui pourrait déstabiliser l'ensemble de la région comme l'a été l'intervention unilatérale de l'OTAN en Libye qui a été, selon elles, à l'origine de l'expansion du terrorisme dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Dans le même communiqué, les Gouvernements de Transition du Burkina Faso et du Mali se montre profondément indignés et surpris par le déséquilibre observé entre, d'une part, la célérité et l'attitude aventurrière de certains responsables politiques de l'Afrique de l'Ouest désireux d'utiliser la force armée pour rétablir un ordre constitutionnel dans un pays souverain, et d'autre part, l'inaction, l'indifférence et la complicité passive de ces organisations et de ces responsables politiques à aider les Etats et les peuples victimes de terrorisme depuis une décennie et abandonnés à leur sort.

« En tout état de cause, les Gouvernements de Transition du Burkina Faso et du Mali invitent les forces vives à se tenir prêtes et mobilisées, en vue de prêter main forte au peuple nigérien, en ces heures sombres du panafricanisme », ajoute ledit communiqué.

La Guinée Conakry n'est pas non plus restée en marge de cet élan de solidarité au peuple frère du Niger. Dans un autre communiqué rendu public le même jour (31 Juillet 2023), Conakry annonce son refus d'appliquer les sanctions de la CEDEAO contre le Niger.

C'est dire qu'un bloc est certainement en train d'être construit contre la CEDEAO en Afrique de Ouest.

Amadou Kodio
Source : Ziré

El hadji baba Haidara dit Sandy : « La constitution votée donne de nouvelles perspectives, car c'est la première étape de la sortie de la transition »

Honorable el hadji baba Haidara dit Sandy n'est pas un inconnu en politique. Il est le fils de Mahamane Alassane Haidara, un des compagnons du président Modibo Kéïta, Mahamane Alassane Haidara qui fut sénateur du soudan français, puis premier président de l'assemblée nationale du Mali jusqu'au coup d'état de 1968. Sandy Haidara a vu défiler chez eux, les fidèles compagnons de son père. C'est pour dire que l'honorable Sandy respire la politique. Doté d'une solide formation (d'ingénieur en génie civile), Sandy fut député à l'assemblée nationale du mali de 2007 à 2013. Doté d'une expérience incontestable, nous l'avons approché afin qu'il se prononce sur son parti, les grandes questions nationales et l'avenir de notre pays. Lisez l'interview !



Le Républicain : **Durant votre mandat, quelles furent vos responsabilités à l'Assemblée Nationale du Mali ?**

Honorable Sandy : J'ai été élu député de Tombouctou en 2007, mandat qui a été prolongé d'une année à cause de la crise de 2012 et achevé en 2013. Un mandat durant lequel j'ai eu un certain nombre de responsabilités, député dans un groupe parlementaire qu'on a appelé ACM. J'ai été président de ce groupe par rotation des partis politiques qui se sont

associés pour créer le groupe parlementaire. J'ai été 5ème vice-président de l'Assemblée Nationale et vice-président de la commission des travaux publics et de l'urbanisme.

Quand la crise de 2012 a éclaté, étant du Nord et connaissant la situation plus que beaucoup d'autres, l'Assemblée m'a fait président de la cellule de crise pour le nord. Ce qui nous a permis avec d'autres collègues d'être les premiers acteurs à chercher à éviter d'abord la rébellion quand le MNLA a été

créé, et à éviter la guerre. Nous avons donné des conseils, et fait des suggestions qui plusieurs fois n'ont pas été acceptées. Mais je reste persuadé que si ce qu'on avait proposé en 2013, beaucoup de personnes peuvent le témoigner, avait été pris en compte par les responsables du pays, nous ne serions même pas en rébellion à fortiori connaître la situation dramatique que le pays continue de vivre, malheureusement.

Honorable, pouvez-vous nous parler du regroupement actuel auquel vous appartenez. En filigrane, nous avons constaté le retrait de certains de vos camarades surtout l'un de vos leaders, à savoir Daba Diawara. Quelles sont véritablement les causes de ce retrait ?

Vous avez appelé cela regroupement, nous l'appelons rassemblement parce que notre parti, c'est le Rassemblement Démocratique Africain. Nous nous réclamons de l'US RDA, créé en 1946, par nos grands leaders : Mamadou Konaté, Modibo Kéïta, Mahamane Alassane HAIDARA, et tous leurs compagnons de grande valeur que vous connaissez historiquement. Ce parti a repris ses activités en 1992, avec tous les nouveaux partis créés à la faveur du multipartisme. Les vicissitudes de la vie et des hommes ont fait qu'il y a eu des morcèlements au sein du parti et plusieurs partis sont sortis de l'US-RDA. Dans tous les partis créés les militants ont toujours souhaité la reconstruction de la grande famille. Nous avons réussi une première étape en 2010 en créant l'UM-RDA (Union Malienne) au lieu de l'Union Soudanaise avec quatre partis : l'USRDA qui était resté, le BDIA, l'UDC et le MJT. De la même manière, nous n'avons jamais arrêté de nous battre pour que tous les morceaux qui sont sortis de l'US-RDA reviennent dans la grande famille. C'est ainsi qu'entre 2020 et 2022, nous avons réussi à regrouper les quatre derniers partis qui restaient, c'est-à-dire l'UM-RDA, le PIDS, le RMC Mali kannu et l'UMP pour créer le RDA-Mali. Certainement il peut y avoir des camarades qui peuvent être mécontents pour une raison ou une autre, c'est une œuvre humaine et je

reste convaincu que tous ceux qui ont l'âme RDA, dont le cœur palpite RDA, issus du RDA ou épousent les idéaux des pères fondateurs de la nation malienne moderne peuvent dire qu'aujourd'hui la famille s'est retrouvée, et ils ont leurs places pour y militer.

Voilà comment le RDA-Mali a été créé, ce qui a amené légalement et en application de la charte des partis politiques la dissolution des partis qui fusionnent. Donc, le PIDS, l'UM-RDA, le RMC Mali Kanou et l'UMP n'existent plus. Il n'y a que le RDA-Mali à qui l'administration territoriale a donné le 7 février 2022 son récépissé.

Mais vous comprenez qu'un regroupement d'entités différentes qui se sont séparées un moment donné et dont les leaders ont eu des parcours différents pendant 20 ou 30 ans, décident de se mettre ensemble, il y' aura des difficultés à affronter, et des comportements à corriger. C'est difficultés, nous sommes obligés de les surmonter au nom de notre parti et des idéaux dont nous, nous réclamons.

Alors, vous avez parlé de Daba Diawara. Quand nous avons fait la fusion pour créer le RDA-Mali, nous avons souhaité donner la présidence à un de nos anciens camarades. Daba DIAWARA, il a sa personnalité et son parcours politique respectables : Ministre plusieurs fois, secrétaire général de la présidence, deux fois candidat aux présidentielles. Politiquement, Daba Diawara était mûr parmi les enfants du RDA pour diriger le parti. Cependant, les événements sont les événements, on peut ne pas être d'accord avec tout le monde, tout le monde peut ne pas être d'accord avec toi, et c'est ça la démocratie. Le seul couaqa, c'est quand on a annoncé la réforme constitutionnelle : Daba est spécialiste incontestable qui sait ce que c'est qu'une constitution. Il y a eu des positions divergentes, uniquement sur la compréhension de la mise en place d'une nouvelle constitution alors que l'ancienne n'a pas été dissoute. C'est une vérité ! Et,

le RDA Mali l'a dit dans son séminaire du 22 septembre 2022. Mais politiquement, l'avis du parti de masse comme le nôtre n'est pas l'avis d'un seul homme et aujourd'hui c'est l'avenir du Mali qui compte. Les hommes sont les hommes, les avis sont les avis, la technicité est la technicité, mais la politique domine la vie d'un parti. La majorité du bureau politique national en réunion ordinaire a décidé de comment aller de l'avant dans cette période trouble. La majorité a décidé de soutenir et voter « OUI » au référendum. Cette position n'a pas plu à Daba. Il a préféré se mettre en congé du parti en attendant, je dis bien en attendant, parce qu'il l'a précisé. La conséquence est qu'il n'assume plus la fonction de président de notre parti.

Faut-il, de ce fait, rester dans des querelles de clochers au moment où le pays est en péril ?

Si nous sommes « le rassemblement », les querelles de clochers doivent être des querelles internes qui doivent trouver leurs solutions à l'interne. Cela m'amène à encore tendre la main, à dire à nos camarades de l'ancien UM-RDA et de l'US-RDA d'où qu'ils viennent, quelle que soit leur position, que le Rassemblement Démocratique Africain est leur famille politique ; et dire à Daba Diawara, qui a pris ce recul à cause d'une position sur un sujet, que plusieurs sujets vont concerner le Mali dans un avenir immédiat. Faut-il être à l'écart à cause d'une position ? Non ! Nous avons besoin de tout le monde. Ce parti c'est le RDA, Nous nous réclamons des pères fondateurs du Mali. Jamais, il n'a été question de Modibo Keita et ses camarades, de leurs activités et de ce qu'ils ont fait pour le Mali comme aujourd'hui. Leurs actions pour le développement du pays sont chaque jour rappelées pendant cette période de transition. L'histoire leur a donné raison. Par exemple l'actualité immédiate de la Biennale à Mopti, la référence c'est Modibo et l'US-RDA. Car Modibo KEITA et son parti l'US RDA sont indissociables. Ce sont des Hommes, des idéaux et des pensées qui ont fait tout

ce qui a été le mérite de Modibo Keita. C'est un groupe avec un idéal qui était soudé autour du Mali. Nous pensons que le RDA a eu de bonnes idées, de 1946 à 1960, pour faire l'indépendance ; de 1960 à 1968 pour monter tout ce dont le Mali a bénéficié pendant huit (8) ans, que jamais un régime n'a pu faire autant en un minimum de temps pour le développement de la nation. Tout le monde le reconnaît. Nous sommes les héritiers de ces idéaux, nous sommes les détenteurs de cette politique et nous pensons que le Mali a plus que jamais besoin de cette politique. Le RDA ne peut être que celui dont a besoin le Mali : avant, aujourd'hui et demain. Et ces idéaux-là, sont notre ADN nous les respirons, nous œuvrons pour ça.

Honorable, beaucoup de personnes parlent du nord en véritables néophytes, Est-ce que vous pouvez faire savoir à nos lecteurs, les véritables clivages de cette situation ?

C'est un sujet tellement complexe, le nord a toujours été, ce que certains continuent de dire, bastion des rébellions et autres désordres. Nous, nous avons dit comme ceux qui ont fait la rébellion que le nord a été un territoire sous développé par rapport au reste du Mali. Le déséquilibre et le fossé étaient très grands entre les régions du sud et celles du nord du pays. Beaucoup de gens ne savaient et ne savent pas ce que c'est que le nord. Beaucoup de gens qui ont été de grands responsables de ce pays-là, jusqu'à être premier ministre, n'ont jamais visité le nord, contrairement à ceux de l'US-RDA où Modibo faisait avec ses camarades une fois par an sa tournée à l'intérieur du Mali. Il était à Kidal, à Gao, à Tombouctou par bateau pour voir les moindres villages. Ceux qui parlent au nom du Mali sans le connaître ne peuvent pas le gérer. Ils ne peuvent ni dire la vérité aux gens, ni savoir les réalités du pays. Le nord, c'est un ensemble d'ethnies, de visions d'histoire et de traditions. Nous l'avons dit à nos frères, à nos enfants qui ont tenté de faire la rébellion de ne pas la faire parce que

ça ne nous avancera pas. Elle finira sur une table de négociation. L'Etat ne nous a pas écoutés à deux périodes distinctes et les jeunes du MNLA non plus comme je viens de le dire, sinon on ne serait pas là. Le nord est assis sur des richesses extraordinaires connues par les Occidentaux. Donc, tant que nous Maliens, ne nous donnons pas la main, nous ne comprendrons jamais pourquoi l'Occident cherche à nous diviser. Mettons-nous ensemble pour conserver ces richesses pour les générations futures.

Alors, ce qui s'est passé de 2012 à aujourd'hui, cette rébellion, ce sont aussi des erreurs qui ont été commises. Mais aujourd'hui il est important de rappeler à chacun que ça suffit. Nous avons besoin de la paix, nous avons besoin de construire le Mali. Nous devons nous associer à ce qui est aujourd'hui la réalité du pays pour avancer ensemble.

On ne peut pas parler du Nord sans l'accord de la paix. Je disais aux autorités sous IBK, La première erreur est d'avoir envoyé les ministres du gouvernement du Mali devant la communauté internationale en témoin face à un pseudo gouvernement de l'Azaouad. C'était comme entériner la création de l'Azaouad. Ce que j'avais proposé en son temps sous IBK n'a pas été suivi sinon on n'allait jamais envoyer, au premier coup face aux jeunes rebelles, le gouvernement du Mali. Il fallait envoyer des ressortissants du Nord qui connaissent le problème. Ils se parlent entre frères, entre eux parents. L'homme de Kidal vit les mêmes problèmes que l'homme de Tombouctou ; l'homme de Gao vit les problèmes que l'homme de Ménaka. ils auraient pu s'entendre devant la communauté internationale et exiger de l'Etat malien quelque chose. Au lieu de signer un texte préalablement établi et l'imposé à l'Etat malien le couteau sous la gorge. Voilà la grosse erreur dont les conséquences sont en train de nous poser des problèmes parce que l'accord qui a été écrit n'est pas adaptable dans son contenu tel quel. Il faut le revoir. Certains ont parlé de lecture intelligente. L'accord est caduc aujourd'hui

pour une autre raison fondamentale : les acteurs ou les responsables de l'insécurité au Nord, ne sont pas les mouvements qui ont signé l'accord. Ce sont ceux qui les avaient délogés dans leur parcours, c'est-à-dire les mouvements djihadistes et islamistes. Nos frères de la rébellion ne sont plus les responsables de l'insécurité parce qu'ils ont déposé les armes. Ceux qui créent l'insécurité au nord sont les Djihadistes qui ne sont pas signataires de l'accord. A cause de cela, on doit envisager une solution pour qu'on revienne à l'accord d'une autre manière avec d'autres responsables, d'autres visions et d'autres engagements et œuvrer ensemble afin que la paix revienne.

Est-ce qu'il y a de bonnes perspectives après le retrait du Mali du G5 sahel et de la MINUSMA quand on sait que cette question divise les citoyens ? Qu'en pensez-vous personnellement ?

Cette situation est malheureusement très difficile. Rappelez-vous que ATT, ce président militaire qui ne voulait pas la guerre, a toujours dit dans la sous-région : « Retrouvons nous ensemble pour combattre ce qui est en train de nous arriver. Un seul pays ne peut pas y faire face ». ATT n'a pas été écouté. Nos vrais problèmes de mise en place du G5, de la MINUSMA, ou autres organisations, c'est notre incapacité à nous seuls de pouvoir traiter nos problèmes. C'est ce qui a fait que l'étranger s'y mêle, que ce soit la France, les Nations Unies ou l'Union Européenne. C'est parce que nous avons été incapables, nous Africains et Maliens de nous entendre sur quelque chose, de nous mettre d'accords sur nos problèmes que nous allons solliciter l'Occident. Sortir du G5 sahel pour des petites raisons après l'avoir créé n'était pas une bonne chose pour le Mali. Les autorités auraient dû rester dans le G5 sahel, mais sans la France. Et, la seule organisation qui aurait pu nous mettre ensemble, nous du sahel qui sommes victimes de cette ingérence extérieure des djihadistes et autres pour pouvoir nous défendre nous-mêmes

avec nos moyens, avec nos capacités avec nos idées, avec notre connaissance de notre population et de nos réalités est le G5 sahel. Il faut que le Mali revienne sa position. Quand j'étais à l'assemblée Nationale en 2013, les enregistrements le témoignent, j'étais le seul député à avoir levé la voix contre l'arrivée des Nations Unies. En 2013, je protestais contre l'arrivée des Nations Unies pour créer une force d'interposition au Mali entre l'armée malienne et les rebelles. Ce n'était pas une guerre entre deux Etats alors que les Nations Unies venaient avec cette idée de l'état de l'Azaouad. Je refusais également parce qu'on risquait d'être un pays sous tutelle. Malheureusement, je n'ai pas été écouté. La MINUSMA a été créée, par mutation de la MISMA et a fait 10 ans avec des missions qui ne nous permettaient pas de revenir à la paix. Plusieurs amendements ont été apportés à sa mission au renouvellement annuel de son mandat même sous la rectification de la transition, avec les mêmes erreurs. La MINUSMA ne peut jamais être une armée pour le Mali. L'homme de la rue exigeait de la MIUSMA ce qui n'était pas sa mission. Aujourd'hui la MINUSMA part et laisse un vide. Il faut trouver les moyens de le combler sur le plan sécuritaire, sur le plan emploi, parce que 6000 à 8000 personnes seront au chômage avec tout ce qu'on connaît comme difficultés financières pour notre pays la solution n'est pas aisée. Il sera difficile pour le Mali de soulager immédiatement tous ces hommes. Par contre, il faut des manières douces pour accompagner le départ de la MINUSMA. Les 6 mois sont peu, mais c'est décidé ; il faut y arriver. Après les 6 mois, nous devons nous donner le délai de 2 ans qui aurait pu être accordé à la MINUSMA pour que nous puissions être dans une position de maîtrise de notre territoire, d'installation de l'administration, de sécurisation des populations, de contrôle de nos frontières, d'insertion des combattants et de création d'emplois aux licenciés. Tout ceci doit être fait dans ce sens, connaissant le nord avec son état, avec ses divergences, avec son étendu. L'armée monte en puissance, il faut saluer ce qui est en train

d'être fait. Cela est-il suffisant ? Le problème est politique, administratif, militaire, social ; C'est ensemble, dans l'entente, la collaboration que nous pouvons réussir. Alors, il faut que l'Etat voie la bonne stratégie. Cependant, quand on est fort, on peut s'imposer, tant mieux aujourd'hui, l'armée peut le dire. Mais on ne s'impose pas par la force pour tuer ses propres populations. Amenons les fauteurs de troubles à comprendre plutôt ce qui nous arrive de l'extérieur et corrigeons-le ensemble. Vous savez tout ce qui est en train d'être fait pendant la transition en terme de souveraineté a été fait par l'US RDA. Je donne juste un exemple : on cite Modibo Keita, mais le RDA a cherché l'indépendance contre qui ? C'est contre la France. L'armée malienne a été créée en demandant à l'armée Française de quitter le Mali, avec un discours mémorable de Modibo Keita que vous connaissez. L'armée Malienne a été équipée par qui ? A partir de 1961 par l'URSS. Est-ce que cela a empêché le Mali d'être membre des non-alignés, d'être reçu par Kennedy, par Mao, par Khrouchtchev, la Reine d'Angleterre ? Tous les grands de ce monde, Donc, donnons notre position, mais restons dans une diplomatie constructive, parce que nous ne pouvons pas vivre en autarcie. Il faut rester intransigeant mais travailler avec le reste du monde.

Je veux une diplomatie constructive où le Mali peut parler avec tout le monde. On ne peut pas se considérer comme l'ennemi du monde entier ou que le monde entier n'aime pas le Mali. Qu'on choisisse la Russie aujourd'hui ou la Chine, faisons avec la CEDEAO, avec la Côte-D'Ivoire, avec l'Union Africaine, parce que l'OUA, c'est d'abord le Mali. Faisons donc avec l'Afrique. N'écoutez pas les extrémistes qui nous opposent à nos parents, à nos frères, à nos voisins à ceux qui peuvent être nos partenaires de tous les jours. Faisons avec l'Union Européenne, avec le Danemark. Ces gens nous ont toujours respectés sous Modibo au point où si le ministre des Affaires étrangères du Mali ne parlait pas, l'Afrique n'avait pas parlé aux Nations-Unies. Il s'agit de notre comportement

dans la dignité. Soyons responsables, soyons d'accord avec tout le monde. Modibo a eu la Chine, l'Union Soviétique, les Etats-Unis, le Royaume-Uni donc l'Est et l'Ouest. C'est la reine d'Angleterre qui a offert les premiers avions ; trois DC3 pour créer Air-Mali et désenclaver le Mali. Restons avec tout le monde, mais dans notre souveraineté, dans le respect de nos positions. C'est une vérité qu'il faut appuyer. Le tigre ne crie pas sa tigritude d'après SANKARA. C'est dans notre comportement et nos actes qu'on va nous respecter. Quand le tigre lève sa tête, on sait qui on a en face.

Qu'est-ce que vous pensez de la nouvelle constitution ? Est-elle de nature à sortir notre pays de cette situation et à nous créer de nouvelles perspectives ?

Par rapport au Référendum, une nouvelle Constitution a été votée avec une majorité écrasante de « Oui ». Les avis sont démocratiquement divers, être pour ou contre à cause d'un mot, d'une méthode ou d'un principe la Constitution est là, elle a été promulguée, elle est applicable, c'est fini ! Mettons-nous à appliquer ce que notre loi fondamentale nous demande désormais, soyons de bons citoyens. On est bons citoyens quand on accepte la loi, quand on applique la loi, quand on applique les conséquences de la loi. On est bon démocrate quand on respecte le choix de la majorité. Et, à ce niveau-là, le parti RDA Mali se trouve dans ce qui a été voté, dans ce que les Maliens ont décidé. Nous allons les appliquer et c'est dans ce cadre que nous allons continuer à travailler. On ne sera pas éternels opposants, on ne sera pas d'éternels béni oui-oui, mais ce que la Constitution nous donne comme possibilité, en vrai, en faux, en pour, en contre, nous l'appliquerons dans son intégralité.

La constitution votée donne de nouvelles perspectives car c'est la première étape de la sortie de la transition que je souhaite heureuse pour le Mali, il faut croire à la suite.

Quel est votre mot de la fin ?

J'appartiens à un parti politique, j'ai la conviction que nous pouvons faire des choses dans ce pays. J'ai la conviction que le RDA-Mali est un parti qui peut être écouté aujourd'hui, un parti qui a les potentiels : historiques, éducatifs et humains, pour pouvoir s'imposer, parce qu'il n'est pas donné à n'importe quel parti de se reconstituer. Au moment où les autres se fracturent, nous, nous sommes en train de dire que la famille se retrouve. Notre leitmotiv, notre principale boussole, ce sont les idéaux des pères de l'indépendance que nous respectons. Le RDA-Mali prendra sa place. Nous sommes avec les autorités de la transition, nous avons soutenu la Constitution, nous serons avec les autorités pour la fin heureuse de la transition. Nous sommes convaincus qu'elles sont responsables et savent ce qu'il y'a de bien pour le Mali. J'en veux pour preuve les mots du premier ministre, à la date du 12 juillet dernier : « sachons terminer la transition pour être en accord avec la Communauté Internationale, pour être en accord avec notre population, ce qui est dans l'intérêt du Mali ». Donc, je pense que cela va se faire dans les meilleures conditions et le Mali reprendra la compétition politique, parce qu'il n'y a pas de démocratie sans partis politiques. Il faudra accepter cela et que le débat d'idées reprenne. Ces politiques savent faire du bon, ils sont des Maliens qui ont le courage de se présenter comme tels, ils aiment leurs pays. Contrairement à ceux qui disent ne pas être politiques et veulent que leur politique soit appliquée, nous, nous avons dit que nous sommes des politiques. Certains veulent que leur politique soit appliquée en opposant les politiciens aux maliens alors qu'en réalité ils veulent faire appliquer leur politique. Alors, il faut que les responsables comprennent, que le Malien lambda sache que chacun est dans sa politique et que le meilleur soit pour le Mali. C'est cela mon souhait. Vive le Mali.

Propos recueillis par Fakara Fainké
Le Républicain

LA MARCHÉ : Une bonne pratique pour la santé humaine

Le 20 janvier 2023, fête de l'armée, l'avant-première de la série TV «Séko Boiré», saison II, sera projetée. Le lancement du film a eu lieu, le 28 juillet 2023 au CICB.

La marche est l'une des activités physiques les plus couramment pratiquées par les êtres humains. Sans s'en rendre compte, les humains se protègent contre un certain nombre de maladies qui peuvent avoir un impact négatif sur leur vie. En marchant, on se protège de plusieurs maladies et on compense les conséquences d'autres.

La marche est l'une des activités physiques les plus populaires chez les hommes. Elle est bénéfique et favorise le bien-être humain. La marche permet de maintenir un poids santé,

de réduire la tension artérielle, d'améliorer l'humeur, d'augmenter la longévité et de réduire le stress. Cela signifie qu'elle est étroitement liée à la santé, à la qualité de vie et à l'estime de soi. Selon le sportif Cheik Hamala Touré, la marche est bénéfique pour le corps. "Je fais du sport tous les jours sans même m'en rendre compte. La marche est importante pour maintenir la santé. Cela permet aux muscles de gagner en résistance", dit-il.

Cependant, la marche contribue de manière significative à l'amélioration mentale et phy-

sique des individus. Selon le médecin généraliste Amadou Diarra, en marchant, les gens respirent plus profondément que d'habitude. Pour lui, cette activité physique est facile et simple.

Après avoir effectué des recherches sur ce sujet, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande de marcher 30 à 40 minutes par jour. Selon le Dr Diarra, cela permet de prévenir certaines maladies et de contrôler les effets néfastes d'autres. "En marchant, on combat des maladies telles que l'obésité, les maladies cardiovasculaires, le diabète, le cancer et bien d'autres", explique-t-il. "Il n'est pas facile pour les gens de courir. C'est pourquoi nous devons marcher davantage pour réduire notre risque d'AVC et rester en forme, c'est-à-dire rester jeunes. Il est essentiel de s'engager dans cette pratique bénéfique pour notre existence", conseille-t-il.

Salimata Salimata DEMBELE



La monétisation des réseaux sociaux : Comment les créateurs de contenu dépassent les salaires des fonctionnaires d'état

Les réseaux sociaux et leurs différentes méthodes de monétisation : YouTube, Facebook, TikTok, Instagram et autres – Un business lucratif bien rémunéré, qui gagne mieux que d'être fonctionnaire d'État ?

Depuis leur émergence au début des années 2000, les réseaux sociaux ont transformé la manière dont nous interagissons avec le monde en ligne. De simples plateformes de communication, ils sont rapidement devenus des outils de monétisation puissants pour les individus et les entreprises. Parmi les principaux acteurs, YouTube, Facebook, TikTok et Instagram se sont démarqués en offrant aux créateurs de contenu une opportunité unique de transformer leur passion en une source de revenus stable et lucrative. Dans cet article, nous examinerons comment ces réseaux sociaux permettent à certains créateurs de gagner davantage que des fonctionnaires d'État grâce à leur potentiel de monétisation.

1. YouTube : La plateforme des créateurs de contenu

YouTube, la plus grande plateforme de partage de vidéos au monde, offre un programme de partenariat permettant aux créateurs de générer des revenus grâce à la publicité diffusée avant, pendant ou après leurs vidéos. Les créateurs populaires peuvent également activer d'autres fonctionnalités, telles que les Super Chats et les abonnements aux chaînes payantes, qui leur permettent de gagner encore plus. Certains créateurs YouTube ont atteint un niveau de succès phénoménal, accumulant des millions d'abonnés et générant des revenus considérables grâce aux publicités et aux partenariats de marque. Ces sommités du contenu peuvent gagner bien plus que le salaire moyen d'un fonctionnaire d'État, tout en profitant d'une flexibilité et d'une liberté créative inégalées.

2. Facebook : L'expansion des créateurs et des pages monétisées

Facebook est devenu un acteur majeur dans la monétisation des créateurs grâce à sa fonctionnalité "Stars" qui permet aux spectateurs de faire des dons aux streamers en direct. De plus, Facebook propose désormais des abonnements aux pages, ce qui permet aux créateurs de proposer du contenu exclusif aux abonnés payants.

Bien que Facebook ne soit pas aussi connu que YouTube pour sa monétisation, les créateurs de contenu qui développent des communautés actives et engagées peuvent encore générer des revenus importants grâce à ces fonctionnalités.

3. TikTok : L'ascension fulgurante des créateurs

TikTok, la plateforme de partage de vidéos courtes, est devenue un phénomène mondial en très peu de temps. La monétisation sur TikTok est encore relativement nouvelle, mais la plateforme commence à explorer des options de rémunération pour les créateurs, notamment par le biais du programme TikTok Creator Fund.

Les créateurs TikTok les plus populaires peuvent gagner des sommes considérables grâce aux partenariats de marque et aux promotions de produits. Bien que les revenus soient encore en développement par rapport à YouTube, certains créateurs talentueux ont réussi à gagner des revenus comparables, voire supérieurs, à ceux des fonctionnaires d'État.

4. Instagram : Une plateforme de monétisation pour les influenceurs

Instagram est devenu un hub pour les influenceurs qui travaillent avec des marques pour promouvoir leurs produits ou services. Les influenceurs populaires peuvent gagner de l'argent grâce aux publications sponsorisées, aux liens d'affiliation et aux promotions de produits.

Bien que le revenu des influenceurs varie considérablement en fonction de leur niche, de leur nombre d'abonnés et de leur niveau d'engagement, certains réussissent à en faire une activité lucrative qui rivalise avec les revenus des fonctionnaires d'État.

Les réseaux sociaux offrent désormais des opportunités de monétisation exceptionnelles pour les créateurs de contenu et les influenceurs. YouTube, Facebook, TikTok, Instagram et d'autres plateformes permettent à certains créateurs de gagner des revenus substantiels grâce à la publicité, aux dons, aux abonnements et aux partenariats de marque. Bien que le succès dépende de la niche, de la qualité du contenu et de l'engagement de l'audience, les créateurs talentueux peuvent gagner mieux, voire surpasser, les salaires des fonctionnaires d'État. Toutefois, il est important de noter que la réussite dans le monde des réseaux sociaux nécessite un travail acharné, une persévérance et une compréhension des tendances pour s'épanouir dans ce domaine concurrentiel.

Fatoumata Bintou Y
Source: Bamada.net

Robert Kennedy :

La candidature qui secoue les USA

Robert Kennedy, fils de l'assassiné en 1968 Robert Francis Kennedy, procureur général des États-Unis, sénateur de New York et candidat démocrate à la présidentielle de 1968, et neveu de l'également assassiné en 1963, le président américain John Fitzgerald Kennedy, sera candidat pour l'onction du Parti démocrate pour l'élection présidentielle de novembre 2024.

Mais qui est Robert Kennedy? Il est avocat-militant, spécialisé dans les questions environnementales, âgé de 69 ans. Élevé dans le milieu politique des

Kennedy et épousant les valeurs et les opinions politiques qui lui ont été transmises, il a déclaré: ' Mon père m'a dit quand j'étais enfant : 'Les gens au pouvoir mentent. Et si

nous voulons continuer à vivre dans une Démocratie il faut comprendre que les gens au pouvoir mentent, les gens au pouvoir abusent du pouvoir qu'on leur a donné".

C'est en même temps une figure de proue du mouvement anti-vaccination. L'attaque publique de Robert Kennedy contre le "philanthrope" promoteur des "vaccins" Bill Gates avait fait sensation dans le monde entier avec son post, décrivant comment Bill Gates utilise le "vaccin" pour imposer une dictature mondiale (Europost, 9-4 -2020): "Vaccines pour Bill Gates est une philanthropie stratégique qui alimente ses nombreuses activités commerciales connexes pour s'assurer un contrôle dictatorial de la politique mondiale de la santé, fer de lance du néo-impérialisme".

Robert Kennedy, avant le début des vaccinations contre le COVID-19, a envoyé un message à la communauté mondiale en décembre 2020 pour tirer la sonnette d'alarme sur les vaccins à ARNm en disant: "Évitez les vaccinations à tout prix, à tout sacrifice". Pour la première fois dans l'histoire des vaccinations, la technologie de l'ARNm utilisée interfère directement avec le matériel génétique du patient receveur et par conséquent cette intervention implique une modification génétique, qui est déjà internationalement interdite et considérée comme criminelle", "Chers futurs receveurs, vous devez savoir qu'après avoir reçu le vaccin, vous ne plus être en mesure de gérer efficacement les symptômes du vaccin. Vous devrez vivre avec les effets car vous ne pourrez pas éliminer les toxines de votre corps. Les dommages génétiques que vous causent ces vaccins seront irréversibles et irréparables», «À mon avis, ces vaccins de nouvelle technologie représentent un crime contre l'humanité qui ne s'est jamais produit auparavant et à cette échelle".

Le 11 février 2021, «Instagram» a fermé le compte de Robert Kennedy pour «fake news!». "Nous avons supprimé ce compte



car il a publié à plusieurs reprises de fausses déclarations sur le coronavirus et les vaccins", a déclaré Facebook, la société mère d'Instagram, dans un communiqué. À l'époque, Kennedy comptait environ 800 000 abonnés sur son compte. Il est évident que aux les promoteurs des «vaccins» n'aimaient pas les positions publiques de Robert Kennedy, car lui-même était farouchement opposé aux soi-disant «vaccins!».

Puis en novembre 2021, il s'est rendu en Italie et a pris la parole à Milan sur la Piazza dell' Arco della Pace lors d'une grande manifestation, où il a été reçu en héros par plusieurs milliers de personnes, contre le soi-disant Green Pass, le certificat COVID-19, le qualifiant d'«instrument d'oppression». Et s'adressant aux journalistes plus tôt dans la journée, Robert Kennedy a déclaré: "Le Green Pass n'est pas une innovation de santé publique, c'est un instrument d'obéissance et de contrôle économique, tout comme les brochures émises par le Troisième Reich".

Lors de son discours lors de la manifestation de Milan, il a encouragé les manifestants à sortir, à se battre et à résister, en leur disant: "Récupérez votre gouvernement, récupérez vos vies, récupérez votre liberté pour vos enfants, pour votre pays, pour les générations futures", et a terminé en disant au milieu des acclamations et des applaudissements prolongés: "Je resterai là, avec vous, et s'il le faut, je mourrai pour cela. Je mourrai dans mes bottes".

En août 2022, Robert Kennedy était à Berlin et a parlé de l'orwellianisme moderne et du programme de bioterrorisme des sociétés pharmaceutiques multinationales. Entre autres choses, il a déclaré: "Les gouvernements aiment les pandémies de la même manière qu'ils aiment les guerres, car cela leur donne du pouvoir, leur donne le contrôle et leur donne la capacité d'imposer l'obéissance aux êtres humains. Et aujourd'hui, nous avons la distorsion des nouvelles technologies qui donnent aux gouvernements la

capacité d'imposer des contrôles à des populations qu'ils n'auraient jamais imaginés".

En novembre 2022, Robert Kennedy a fait des déclarations choquantes sur les effets secondaires des vaccinations de masse, déclarant: "Nous constatons une augmentation de 40 % des décès inexplicables, des décès en excès, et nous les constatons surtout chez les jeunes! Le nombre de personnes qui meurent de la vaccination de masse est beaucoup plus élevé que le nombre de personnes qui meurent du COVID-19. Certains médecins diront que nous ne savons pas si cela vient du vaccin. Alors pourquoi le CDC décourage-t-il les coroners et les autorités de santé publique de pratiquer des autopsies sur les personnes dont la mort est suspecte?".

Concernant le soi-disant "changement climatique" s'exprimant lors d'une interview avec le producteur de radio Kim Iversen en avril 2023, Robert Kennedy a averti que l'élite utilise le "changement climatique" pour inaugurer le contrôle total de la population et supprimer les libertés individuelles.

Quant à la guerre qui se déroule en Ukraine, sa position est claire. Dans ses déclarations de mai 2023, il a déclaré ce qui suit : «Soyons honnêtes ! C'est une guerre américaine contre la Russie pour des raisons géopolitiques! Ce sont des machinations géopolitiques qui se déroulent depuis 2014 avec les agences de renseignement (américaines) et les néoconservateurs. sacrifier essentiellement la «fleur» de la jeunesse ukrainienne dans un abattoir de mort et de destruction pour l'ambition géopolitique des néoconservateurs dans les coulisses. Ceux-ci sont faits pour renverser, pour changer le régime de Vladimir Poutine et pour épuiser l'armée russe afin qu'elle ne puisse combattre nulle part ailleurs dans le monde".

Donc, on voit, sur la base de tout le parcours de Robert Kennedy, qu'on a devant nous un candidat anti-système, un candidat qui n'a pas peur de se heurter à d'énormes inté-

rêts financiers, un candidat qui n'a pas peur d'aller à l'encontre du système dominant, défiant les risques.

En conclusion, je voudrais insister sur le fait que l'écrasante majorité des politiciens qui se sont présentés dans le passé, avant les élections, contre le système dominant, lorsqu'ils ont pris le pouvoir, non seulement n'en ont pas changé un seul cheveu, mais se sont plutôt transformés en composants du système. Espérons que dans le cas de Robert Kennedy, s'il remporte l'investiture du Parti démocrate et est élu président des États-Unis, la même chose ne se produira pas.

Curriculum vitae

Isidoros Karderinis est né à Athènes en 1967. Il est journaliste, romancier et poète. Il a étudié l'économie et a terminé des études supérieures en économie du tourisme. Ses articles ont été publiés dans des journaux, des magazines et des sites Web du monde entier. Ses poèmes ont été traduits en anglais, français et espagnol et publiés dans des anthologies poétiques, des revues littéraires et des colonnes de journaux littéraires. Il a publié huit recueils de poésie et trois romans en Grèce. Ses livres ont été traduits et publiés aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne.

Réseaux sociaux

Facebook: Karderinis Isidoros

Twitter: Isidoros Karderinis

Linkedin: ISIDOROS KARDERINIS

Gettr: ISIDOROS KARDERINIS

Niger : La Russie s'est mise en garde contre une intervention armée étrangère

Le ministère russe des Affaires étrangères a appelé au « dialogue » pour éviter une « dégradation de la situation » au Niger, alors que les dirigeants d'Afrique de l'Ouest soutenus par la France ont brandi la menace d'une intervention armée.



La diplomatie russe juge « extrêmement important » d'empêcher « une nouvelle dégradation de la situation » au Niger. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova a plaidé pour l'organisation urgente d'un « dialogue national pour rétablir la paix civile, assurer la loi et l'ordre », dans un point presse ce 2 août.

Les « problèmes africains [nécessitent] des solutions africaines », at-elle manifesté, espérant que « des efforts » seront déployés « par l'intermédiaire de l'Union africaine et des organisations régionales ».

« Dans le même temps, nous pensons que la menace du recours à la force contre un État souverain ne contribuera pas à désamorcer les tensions et à résoudre la situation dans le pays », at-elle ajoutée.

LA CÉDÉAO MENACE LES PUTSCHISTES

Les dirigeants ouest-africains, soutenus par leurs partenaires soutenus, dont la France, ont en effet fixé un ultimatum d'une semaine aux militaires au Niger pour un « retour complet à l'ordre constitutionnel », affirmant ne pas exclure un « recours à la force » si ce n'était pas le cas. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a également décidé de « suspendre toutes les transactions commerciales et financières » entre ses États membres et le Niger, et de geler les avoirs des responsables militaires impliqués dans le coup d'État.

LE MALI ET LE BURKINA FASO BLESSANT LE GÉNÉRAL TIANI

Le Burkina Faso et le Mali, voisins du Niger et gouvernés également par des militaires, ont affiché leur solidarité avec les putschistes en affirmant que toute intervention militaire pour rétablir Mohamed Bazoum serait considérée « comme une déclaration de guerre » à leurs deux pays et entraînerait leur retrait de la Cédéao.

Un coup d'État au Niger, mené par le général Abdourahamane Tiani, renversé le président élu et soutenu par la France Mohamed Bazoum, la semaine dernière. Le général a justifié ce putsch par la « dégradation de la situation sécuritaire » dans un pays miné par la violence de groupes djihadistes.

SOURCE: <https://francais.rt.com/>

Coupe du monde féminine : Qualification historique du Maroc

Le Maroc a inscrit son nom dans les livres d'histoire en se qualifiant pour la phase à élimination directe de la Coupe du Monde Féminine de la FIFA dès sa première participation.

Lors d'une soirée de football époustouflante, l'équipe des Lionnes de l'Atlas a franchi une étape historique en se qualifiant pour les huitièmes de finale. Un seul but d'Anissa Lahmari, marqué dans les derniers instants de la première mi-temps, a suffi pour offrir aux novices du tournoi une victoire célèbre de 1-0 contre une équipe colombienne dangereuse.

Les Lionnes de l'Atlas ont dominé le match dès le début, montrant leur talent exceptionnel et leur détermination à avancer. Avec le ballon à leurs pieds, elles ont fait preuve d'une maîtrise remarquable, en ayant plus de possession et en créant de nombreuses occasions de but.

Malgré une bataille intense sur le terrain, les occasions franches ont été rares pendant la première mi-temps. Cependant, un moment décisif s'est produit lorsque Ibtissam Jraidi a été fauchée dans la surface de réparation, créant un moment de suspense. Ghizlane Chebbak a tiré le penalty qui en a résulté, mais son tir a été arrêté de manière spectaculaire par la gardienne colombienne.

Cependant, le destin avait d'autres plans et Anissa Lahmari a saisi l'occasion en reprenant le rebond et en marquant habilement le but. Le stade a explosé de joie lorsque le Maroc a pris une avance précieuse, dépassant l'Allemagne pour s'assurer la deuxième place du groupe H. Les joueurs et les supporters marocains en liesse ont célébré à la fin du match, sachant que la qualification était assurée grâce au match nul 1-1 entre l'Allemagne et la République de Corée dans l'autre match du groupe.

La deuxième mi-temps a été le théâtre d'une bataille féroce alors que la Colombie se battait pour égaliser et maintenir ses espoirs en vie. Ils ont lancé une série d'attaques impressionnantes, mais la gardienne marocaine, Khadija Er-Rmichi, a tenu bon en réalisant des arrêts spectaculaires à maintes reprises.

À chaque minute palpitante, la tension montait, mais la défense résolue du Maroc a tenu bon, frustrant les tentatives de leurs adversaires de marquer l'égalisation.

La performance exceptionnelle d'Anissa Lahmari sur le terrain lui a valu le titre de Joueuse du match, amplement mérité. Son but crucial en première mi-temps a propulsé son équipe vers la victoire, consolidant ainsi son rôle clé dans la quête de gloire du Maroc.

En obtenant l'une des deuxièmes places, le Maroc affrontera la France mardi.

Quel que soit le résultat, les Lionnes de l'Atlas ont fait la fierté de l'Afrique. Leur parcours historique inspirera les filles de tout le continent à poursuivre leurs rêves.

Aichatou Sanogo





Bélier (21 mars - 19 avril)

Les obligations frustrantes et constructives, une fois assumées, votre chemin professionnel sera à nouveau ouvert. La différence sera telle que vous en ferez de trop, sans axe de réflexion. Vous serez pris dans un engrenage excitant et créatif.

Vous pourriez dépenser plus que de raison, oubliant par là même un côté écu-reuil précautionneux. Cette tendance à la facilité pourra aisément se comprendre, après une période de vaches maigres, mais vous devrez la canaliser sans la brider totalement.



Taureau (20 avril - 19 mai)

C'est devant la machine à café qu'on vous trouvera. Soit vous rentrez de vacances et vous n'avez pas encore retrouvé le rythme, soit vous attendez les congés avec impatience. Dans un cas comme dans l'autre, qu'on ne compte pas trop sur vous.

Aujourd'hui, vous n'aurez que faire de l'état de vos comptes. Vous avez envie de profiter, de vous faire plaisir et de chouchouter vos proches. Tant pis si ça vous met dans le rouge et tant pis si votre banquier vous appelle tout fâché.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Des rencontres nouvelles vous donnent de l'espoir pour trouver un autre poste. Jupiter en Sagittaire vous donne envie de bouger et un poste commercial vous tenterait. Des recherches sont faites, mais il est conseillé de ne pas céder aux premières propositions.

Il est conseillé de freiner sur vos dépenses. Elles sont multiples et empiètent sur votre budget actuel. Vous devez limiter les dépenses et prendre en priorité celles qui sont urgentes. De la frustration est inévitable, mais heureusement de courte durée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'activité sera soutenue pour bon nombre d'entre vous qui resteront connectés au bureau, même en vacances. Saturne sera à fond derrière vous pour remplir votre agenda, définir les objectifs de la rentrée ou étendre le champ de vos compétences.

Mars dans votre secteur euro vous accordera toutes ses faveurs. Vous aurez les moyens d'accroître vos revenus et dans le même élan, de renforcer la solidité de votre budget. Une bonne nouvelle qui vous permettra d'envoyer au diable les restrictions.



Lion (22 juillet - 23 août)

Une évolution rapide et très inattendue de votre carrière peut vous être proposée et il est difficile de résister. Des collègues et un supérieur hiérarchique peuvent vous encourager à aller dans ce sens et réaliser l'un de vos projets professionnels.

Les dépenses continuent toujours d'apporter un déséquilibre et votre salaire peut s'envoler dans des loisirs. Vous vivez sous vos coups de coeur sans avoir la crainte de manquer d'une trésorerie. La journée apporte une sérénité malgré d'importants frais.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous saurez allier inventivité, créativité et esprit pratique pour concrétiser les idées que vous avez en tête. Sortir des sentiers battus ne vous fait pas peur et vous aidera à tirer votre épingle du jeu. Votre chef pourrait vous confier de nouvelles responsabilités.

Si vous devez renégocier des contrats d'assurance, un emprunt ou vos conditions bancaires, vous n'aurez aucune difficulté pour synthétiser les options et analyser les propositions les plus intéressantes. De quoi faire quelques économies chaque mois !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une évolution inattendue se présente et vous devez vous adapter plus vite que prévu. Une réunion ou une convocation lancée par vos supérieurs hiérarchiques donne la possibilité de saisir une chance. Vous pouvez éprouver un léger stress dans ce changement.

Les dépenses sont importantes et proviennent de différentes choses. Vénus en Cancer vous tend des pièges pour céder à des achats sans grande utilité et liés à des loisirs. Pour compenser avec du stress, vous pouvez acquérir des articles pour la décoration.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Saturne rétrograde exprimera votre ras-le-bol et vous donnera envie de nouveauté. Si vous estimez avoir fait le tour de votre poste, sans possibilité d'évoluer, vous regarderez ailleurs et vous diffuserez votre CV sur des réseaux professionnels.

Grâce à des rentrées d'argent provenant de primes, d'allocations ou de dividendes de placements, vous retrouverez un meilleur équilibre financier. Vous pourrez ainsi combler un déficit budgétaire, mis à mal à cause de vos dépenses excessives passées.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Ne cultivez pas d'exigences excessives comme pourrait vous y inciter Jupiter dans votre signe. Tenez compte du contexte et des capacités de chacune des personnes qui vous entourent. Si vous affichez trop d'assurance ou d'autoritarisme, vous risquez de provoquer des inimitiés.

Pluton dissonant dans le secteur n'évoque guère des facilités... Il va falloir vous restreindre sur certains postes de dépenses et revoir votre budget de manière à être sûr de pouvoir assumer les charges courantes obligatoires et d'honorer vos prélèvements.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

La rigueur qui vous caractérise vous permettra de déceler des petites erreurs dans certains dossiers. Heureusement vous parviendrez à rectifier le tir et à rendre un travail impeccable. Profitez-en pour revoir votre façon de travailler afin d'éviter que ça ne se reproduise.

Évitez de confier à n'importe qui vos projets financiers. Certaines personnes mal intentionnées pourraient essayer de vous rouler. La prudence est de mise aujourd'hui avec Pluton mal aspecté. Mieux vaut vous montrer discret de ce côté.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Uranus est en train de réveiller vos ambitions. Plus que jamais, vous désirez un poste qui correspond à vos attentes. Votre activité est temporaire et se déroule dans des conditions stressantes. Mais votre esprit positif vous aide à accepter ces conditions.

La prudence est encore à adopter pour la gestion financière. Sans les avoir préparés, vous pouvez être face à d'importants frais divers. Il y a un risque de déséquilibre financier de courte durée pour saisir des opportunités qui sont exceptionnelles.



Poisson (19 février - 21 mars)

En cette fin de mois, les planètes prépareront le terrain avec des perspectives positives dans votre job. Uranus vous poussera à aller de l'avant et donnera de l'élan à votre projet. Vous déploierez vos talents pour le mettre sur pied ou le finaliser.

Vos revenus connaîtront une augmentation, pas forcément due à vos gains professionnels, même s'ils pourraient être à la hausse. Il s'agira d'une bonne affaire que vous réaliserez, qui contribuera à votre bien-être, puisque vous aurez davantage d'argent.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1273 **Malikilé**



1274 **Malikilé**



1275 **Malikilé**



1276 **Malikilé**



1277 **Malikilé**



1278 **Malikilé**



1279 **Malikilé**



1280 **Malikilé**




Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

 Journal Malikilé

 +223 70 44 22 23

 ampikile@gmail.com

 www.malikile.com